

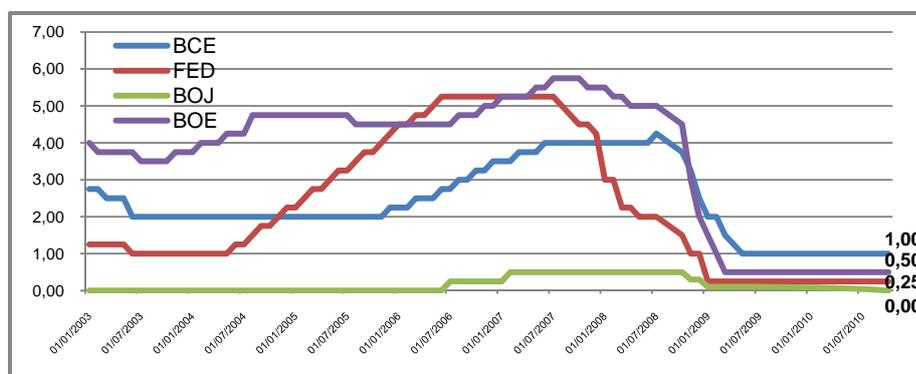
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 3 février 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes confirment la dynamique de fond positive de l'activité économique dans la zone euro, malgré la persistance d'une forte incertitude, et les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues à moyen et long termes».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 26 janvier 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs annoncé en novembre 2010 à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici à la fin du deuxième trimestre 2011. Dans son communiqué, la Fed observe que le rétablissement de l'économie américaine se poursuit mais à un rythme insuffisant pour réduire le chômage de manière significative. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 3,2 % au quatrième trimestre 2010 en glissement annuel et de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2010.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 725 200 fin décembre 2010, soit une hausse de 1% sur un mois en données CVS-CJO (+ 27 100 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 3 % (+ 1,4 % pour les hommes et + 4,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 16,3 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en décembre 2010, inchangé par rapport à novembre. Il était de 9,9 % en décembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % décembre 2010. Il était de 9,5 % en novembre 2009.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en décembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4 % en janvier 2011. Il était de 2,2 % en décembre 2010.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 25 janvier 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a revu à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour l'année fiscale en cours à 3,3 % contre 2,1 % dans une précédente estimation et il a abaissé celle de l'année fiscale 2011 de 1,8 % à 1,6 %. En décembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 3,1 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation, hors produits frais et énergie, ont baissé de 0,7 % sur un an en décembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 3,3 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 4,9 % contre 5,1 % en novembre. En décembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 13 % et de 10,6 % en glissement annuel et l'excédent commercial a augmenté de 34 % en glissement annuel à 6,6 milliard d'euros.

Léger repli de l'excédent commercial chinois

Le PIB chinois a progressé de 9,8 % sur un an au quatrième trimestre 2010 et la croissance chinoise a atteint 10,3 % sur l'ensemble de l'année contre 9,2 % en 2009. En décembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13 % en glissement annuel contre 13,3 % en novembre. En décembre, le taux d'inflation est estimé à 4,6 %. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 17,9 % et de 25,6 % en glissement annuel. L'excédent commercial ressort à 13,1 milliards de dollars au mois de décembre et 183,1 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2010, en recul de 7 % par rapport à 2009. Fin 2010, les réserves de change de la Chine ont atteint 2 850 milliards de dollars.

Informations bancaires

Réforme du taux d'intérêt du Plan d'épargne logement

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, a signé le 25 janvier 2011 un arrêté modifiant le taux d'intérêt du Plan d'épargne logement (PEL) avec :

- une rémunération plus attractive : pour les PEL ouverts à compter du 1^{er} mars 2011, le taux d'intérêt sera révisé chaque année, selon une formule reposant sur des taux swap, calculé par la Banque de France, le taux sera indexé sur la situation économique avec un taux plancher fixé à 2,5 % ;
- une fiscalité plus lisible : les prélèvements sociaux seront débités chaque année et non plus au moment de la clôture du PEL ou au 10^è anniversaire ;
- une prise en compte des impacts environnementaux : la prime d'Etat qui est versée aux épargnants qui souscrivent un prêt immobilier en sortie de PEL sera modulée selon l'impact environnemental : 1 525 € pour les logements verts, 1 000 € pour les autres.

La réforme ne s'applique pas aux anciens plans dont le taux est fixé à 2,5 % depuis 2003.

Nouvelles autorités européennes de supervision

Les trois nouvelles autorités européennes de supervision des marchés, de la banque et des assurances* installées début janvier 2011 ont désigné leurs dirigeants :

- le néerlandais Steven Maijoor, à l'Autorité des marchés financiers et valeurs mobilières (AMF) installée à Paris,
- le portugais Gabriel Bernardino, à l'Agence européenne pour les assurances et les pensions professionnelles (AEAPP) basée à Francfort,
- l'italien Andrea Enria, à l'Agence européenne des banques (AEB) installée à Londres.

Le Comité européen des risques systémiques (CERS) dirigé pendant les cinq premières années par le Président de la BCE (Banque centrale européenne) a tenu sa première réunion le 27 janvier 2011 à Francfort, sous l'égide de son Président Jean-Claude Trichet et de Mervyn King son Premier vice-président, gouverneur de la Banque d'Angleterre.

* (cf. Lettre de l'Institut d'émission de septembre 2010).

Livret A

A compter du 1^{er} février 2011, le taux du Livret A est passé à 2 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementaire s'établissent comme suit :

- livrets de développement durable : 2 %,
- comptes sur livret d'épargne populaire : 2,5 %,
- comptes d'épargne logement hors prime d'Etat : 1,25 %.

Publications de l'IEOM

1 – Echanges régionaux de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité

Dans la collection « Les notes de l'Institut d'émission »

2 – Nouvelle-Calédonie : Premières tendances 4^e trimestre 2010, une embellie sur le climat des affaires

Dans la collection Note expresse n° 27 série « Tendances »

3 – Echanges régionaux de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : facteurs de frein et éléments de soutien ;

4 – Le microcrédit à Wallis-et-Futuna : un levier pour le financement du secteur privé ?

5 – Le microcrédit en Nouvelle-Calédonie : développement rapide et multiple acteurs

Dans la collection Note expresse série « Eclairage » n° 28, 29 et 30

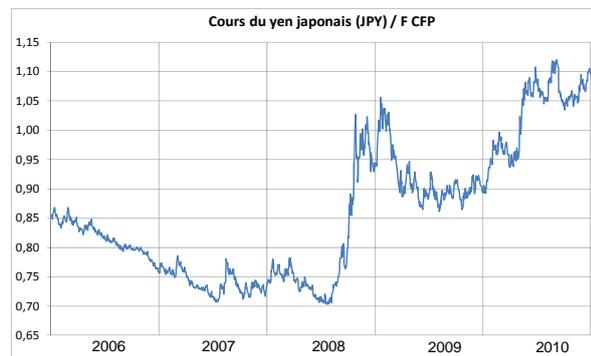
Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.ieom.fr

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 25 janvier 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a revu à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour l'année fiscale en cours à 3,3 % contre 2,1 % dans une précédente estimation et elle a abaissé celle de l'année fiscale 2011 de 1,8 % à 1,6 %. En décembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 3,1 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation, hors produits frais et énergie, ont baissé de 0,7 % sur un an en décembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 3,3 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 4,9 % contre 5,1 % en novembre. En décembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 13 % et de 10,6 % en glissement annuel et l'excédent commercial a augmenté de 34 % en glissement annuel à 6,6 milliard d'euros.



Léger repli de l'excédent commercial chinois

Le PIB chinois a progressé de 9,8 % sur un an au quatrième trimestre 2010 et la croissance chinoise a atteint 10,3 % sur l'ensemble de l'année contre 9,2 % en 2009. En décembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13 % en glissement annuel contre 13,3 % en novembre. En décembre, le taux d'inflation est estimé à 4,6 %. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 17,9 % et de 25,6 % en glissement annuel. L'excédent commercial ressort à 13,1 milliards de dollars au mois de décembre et 183,1 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2010, en recul de 7 % par rapport à 2009. Fin 2010, les réserves de change de la Chine ont atteint 2 850 milliards de dollars.



La banque centrale australienne maintient son taux directeur

L'indice des prix à la consommation a crû de 0,4 % au dernier trimestre 2010 par rapport au précédent trimestre et de 2,7 % sur un an. Le principal contributeur à la hausse de l'indice est le poste des biens alimentaires (+2,2 %) impacté par une forte augmentation du prix des fruits (+15,5 %) et des légumes (+11,4 %). La banque centrale australienne (RBA) a maintenu, le 1^{er} février, son taux directeur à 4,75 % et a indiqué sa volonté de mesurer l'impact économique des inondations touchant l'état du Queensland.



Hausse de l'indice des prix à la consommation

Au dernier trimestre de 2010, l'indice des prix à la consommation néo-zélandais a augmenté de 2,3 % par rapport au trimestre précédent et de 4,0 % sur un an. Il s'agit de la plus forte variation trimestrielle depuis 1989 en lien notamment avec l'augmentation de 2,5 points de la taxe sur les produits et service, à 15 %. Les prix du poste « transports » progressent de 4,3 % en raison de la hausse du prix du pétrole et ceux de la rubrique « alimentation » de 2,1 %. Dans l'attente d'une reprise économique plus robuste, la banque centrale néo-zélandaise a décidé de maintenir, le 27 janvier, son taux directeur à 3,0 %.



3 – Brèves économiques locales

Dépression tropicale Vania

Entre le 13 et le 15 janvier, la dépression tropicale Vania a traversé les îles Loyauté et le sud de la Nouvelle-Calédonie, engendrant de nombreux dommages évalués à 1 milliard de F CFP, selon les premières estimations. Les cultures agricoles ont notamment été fortement touchées, ce qui occasionne, actuellement, une forte hausse des prix des fruits et légumes frais et un report de la consommation vers les produits surgelés. La Province Sud a décidé d'octroyer une aide d'urgence de 2,5 millions de F CFP à chacune des communes suivantes : Mont-Dore, Dumbéa et Païta, ainsi que la mise à disposition pendant un mois de 15 agents du programme provincial d'insertion citoyenne.

Réforme de la fiscalité calédonienne

Lors de son discours de politique générale du 31 août 2009, le président du gouvernement avait fait part de sa volonté d'engager des travaux d'analyse afin d'améliorer l'équité fiscale. Dans ce cadre, Jean-Pierre Lieb, inspecteur général des finances missionné par Christine Lagarde, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a présenté, en décembre 2010, un rapport détaillant plusieurs propositions de réformes applicables pour une rationalisation de la fiscalité indirecte. Celui-ci est disponible sur le site internet du gouvernement (<http://www.gouv.nc/portal/pls/portal/docs/1/14444005.PDF>)

Réforme des prestations familiales

La loi du pays relative aux prestations familiales a été promulguée le 5 janvier 2011. Celle-ci prévoit une harmonisation entre le régime de prestations familiales général réservé aux salariés et celui de solidarité destiné aux personnes sans emploi et aux travailleurs indépendants à faibles revenus. Les allocations prénatales et de maternité sont dorénavant étendues aux bénéficiaires du régime de solidarité et l'allocation de rentrée scolaire est pérennisée pour les bénéficiaires des deux régimes.

Deux projets calédoniens soutenus par la DATAR

Deux sociétés calédoniennes, Synergie et l'Association pour la maintenance durable (AMD), ont été retenues dans le cadre du deuxième appel à projet « Grappes d'entreprises » lancé par la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR). Le soutien financier apporté par la DATAR en partenariat avec le ministère de l'Outre-mer, la Caisse des dépôts et consignations et Oseo, devrait favoriser la mise en place d'actions et de services mutualisés afin d'améliorer la compétitivité et le développement des PME/TPE constituant la grappe.

Convention de prêt entre le gouvernement calédonien et la Société générale calédonienne de banque

Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a contracté, le 10 janvier, un prêt de 1,79 milliard de F CFP auprès de la Société générale calédonienne de banque (SGCB). Cet emprunt complémentaire, à un premier prêt de 3,6 milliards de F CFP contracté auprès de l'Agence Française de Développement, le 26 octobre 2010, est destiné à financer le programme d'investissements du budget 2010.

Inflation 2010 et nouvel indice des prix à la consommation

En décembre 2010, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,2 % sur un mois et l'inflation annuelle a atteint 2,7 %. Sur un an, les prix des produits alimentaires sont en progression de 2,8 % et ceux des produits manufacturés de 3,1 %, en raison principalement de la hausse du prix du tabac. A partir de 2011, conformément à la délibération du congrès du 16 décembre 2010, l'ISEE publiera un indice des prix révisé, établi selon la nomenclature internationale COICOP (Classification of Individual Consumption According to Purpose) et étendu à l'ensemble du territoire.

Autonomie de l'Université de Nouvelle-Calédonie

Dans le cadre de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, l'Université de Nouvelle-Calédonie est autonome depuis le 1^{er} janvier. L'établissement, qui compte 2 800 étudiants, assure désormais totalement la gestion de son budget.

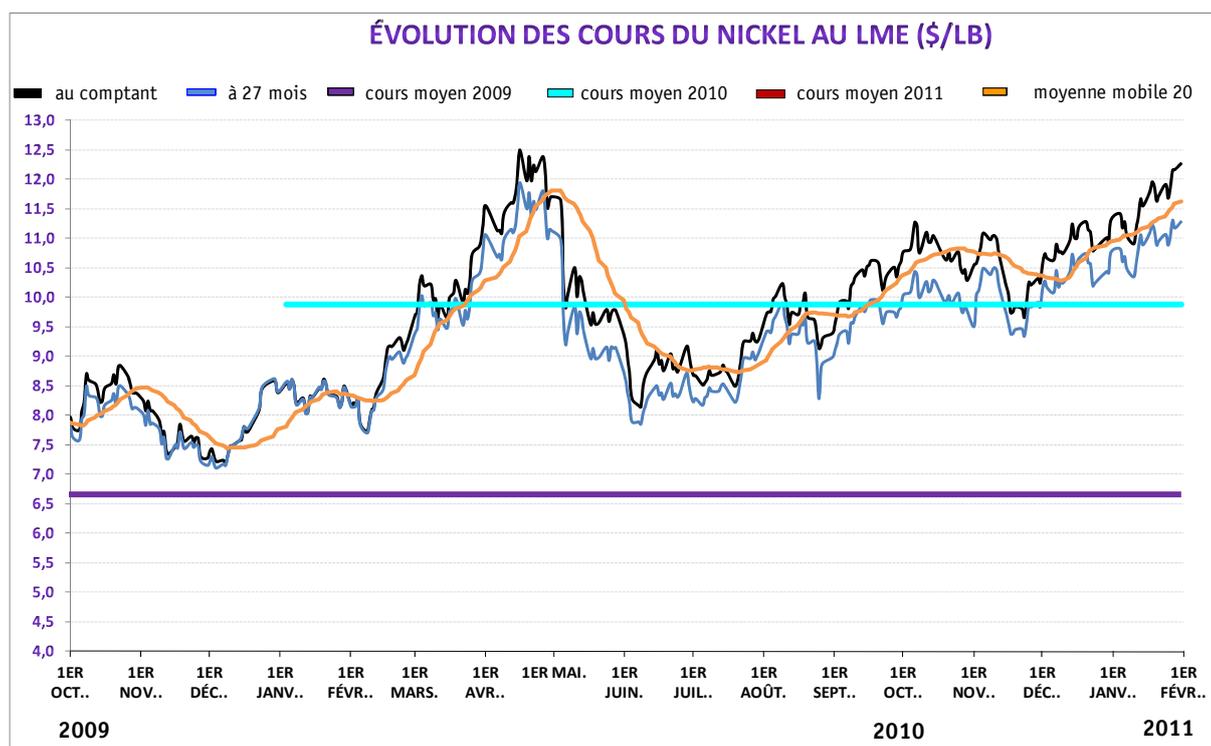
Hausse des prix des carburants

Au 1^{er} février, les prix du litre d'essence et de gasoil ont été revalorisés de 3 F CFP, à respectivement 141 F CFP et 115,1 F CFP. Il s'agit des plus fortes augmentations mensuelles enregistrées depuis juillet 2010, liées à la hausse du cours du prix du pétrole enregistrée au cours du dernier trimestre 2010 (+12,6 % par rapport au précédent trimestre).

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-11	100,8	0,8%	2,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-10	5 716	-12,6%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-10	13 840	66,2%	46,5%
	cumulées	déc.-10	122 212	-	44,6%
Importations	mensuelles	déc.-10	26 631	-31,8%	23,2%
	cumulées	déc.-10	298 518	-	35,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-11	11,63	6,4%	39,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-11	1 038,55	5,3%	48,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-10	578	22,6%	1,5%
	cumulées	déc.-10	4 574	-	30,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	5 775	43,6%	42,2%
	cumulées	déc.-10	55 892	-	9,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-10	9 413	-7,3%	2,5%
	cumulés	déc.-10	98 562	-	-0,8%
• Nuitées	mensuels	nov.-10	50 413	6,8%	2,1%
	cumulés	nov.-10	479 796	-	-8,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov.-10	70,50%	+ 6,0 pts	+ 2,5 pts
• Croisiéristes		déc.-10	203 879	-	55,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	janv.-11	6 999	-44,3%	-12,8%
	cumulées	janv.-11	6 999	-	-12,8%
• Index BT 21 (p)		déc.-10	133,81	0,3%	3,7%
• IRL (p)		déc.-10	108,49	0,2%	-0,8%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	9	ns	ns
	cumulées	déc.-10	746	-	-30,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-10	14	ns	ns
	cumulées	déc.-10	1 025	-	-22,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-10	705	17,9%	0,6%
	cumulées	déc.-10	7 366	-	1,7%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-08	nov.-09	nov.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 612	13 462	13 794	6,7%	2,5%
Dépôts à vue	171 570	185 078	214 864	7,9%	16,1%
Total M1	184 182	198 540	228 658	7,8%	15,2%
M2-M1	71 902	87 506	91 030	21,7%	4,0%
Total M3	401 441	427 559	494 582	6,5%	15,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-08	sept.-09	sept.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	333 030	364 064	392 898	9,3%	7,9%
Ménages (p)	295 374	317 175	349 930	7,4%	10,3%
Collectivités locales (p)	38 913	35 134	44 359	-9,7%	26,3%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	10 083	9 985	10 830	-1,0%	8,5%
Total encours sain (p)	677 399	726 359	801 191	7,2%	10,3%
Créances douteuses brutes (p)	14 284	14 599	15 532	2,2%	6,4%
Total encours brut (p)	691 684	740 958	813 550	7,1%	9,8%

(p) : Chiffres provisoires

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM				Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	janv.-11		1 746	25,5%	-6,0%
	cumulés	janv.-11		2 218	-	-3,1%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	janv.-11		231	9,5%	46,0%
	cumulés	janv.-11		284	-	68,0%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

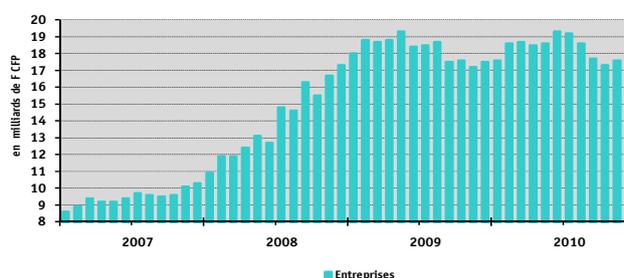
INDICATEURS IEOM				Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	janv.-11		6 271	3,5%	2,4%
	dont personnes physiques	janv.-11		5 605	3,8%	2,2%
	dont personnes morales	janv.-11		666	0,8%	3,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM				Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	janv.-11		10 666	12,6%	41,4%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	janv.-11		3 533	3,2%	12,4%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM				Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	janv.-11		18,1	0,2%	2,6%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var	
Indice des prix à la consommation	janv	98,6	100,8	2,3	
Entreprises					
nb d'entreprises (a)	déc	48 613	52 329	7,6%	
	dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	42 547	46 034	8,2%
créations d'entreprises	sept	3 490	3 947	13,1%	
cessations d'entreprises (p)	sept	1 867	1 776	-4,9%	
liquidations judiciaires (nb)	déc	115	135	17,4%	
redressements judiciaires (nb)	déc	90	96	6,7%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	643	666	3,6%	
ventes de ciment local (tonnes)	janv	7 998	6 953	-13,1%	
importations ciment (tonnes)	janv	32	46	45,5%	
total ciment (tonnes)	janv	8 030	6 999	-12,8%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	27 506	33 834	23,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	janv	686	303	-55,8%	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 973	4 381	10,3%	
Ménages					
emploi salarié (nb)	sept	82 760	85 863	3,7%	
dont secteur privé	sept	59 063	61 780	4,6%	
dont secteur public	sept	23 697	24 082	1,6%	
demandes d'emploi de fin de mois	déc	6 017	5 716	-5,0%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 981	7 325	4,9%	
chômeurs indemnisés	déc	1 726	1 506	-12,7%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv	742,4	828,4	11,6%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	5 484	5 605	2,2%	
décisions retraits cartes bancaires	janv	169	284	68,0%	
incidents paiements sur chèques	janv	2 288	2 218	-3,1%	
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	7 246	7 366	1,7%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	janv	1 239	1 076	-13,2%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 893	29 842	11,0%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	14 673	16 634	13,4%	
Echanges					
nombre de touristes	déc	99 379	98 562	-0,8%	
nombre de croisiéristes	déc	131 231	203 879	55,4%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	nov	58,9%	57,1%	-1,7pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	janv	8,36	10,02	19,9%	
cours du nickel au LME en \$/lb	janv	8,36	11,63	39,1%	
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	3 514	4 574	30,2%	
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	14 711	26 198	78,1%	
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	51 180	55 892	9,2%	
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	62 171	89 423	43,8%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	1079	746	-30,9%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 317	1 025	-22,2%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	78 199	116 645	49,2%	
part de ces produits dans le total des exportations	déc	93%	95%	2,90pt	
total des importations (M FCFP)	déc	220 223	298 518	35,6%	
total des exportations (M FCFP)	déc	84 503	122 212	44,6%	
taux de couverture	déc	38,37%	40,94%	2,6pts	
recettes douanières (M FCFP)	déc	41 058	45 230	10,2%	
Indicateurs financiers (M de FCFP)					
Dépôts à vue	nov	185 078	214 864	16,1%	
M1	nov	198 540	228 658	15,2%	
M2	nov	286 046	319 688	11,8%	
Dépôts à termes	nov	141 188	174 736	23,8%	
M3	nov	427 559	494 582	15,7%	
P1	nov	4 104	3 960	-3,5%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31 %	4,75 %	-0,57 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03 %	17,91 %	0,88 pt	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	740 958	813 550	9,8%	
Ménages	sept	317 175	349 930	10,3%	
dont crédits à la consommation	sept	65 236	67 879	4,1%	
dont crédits à l'habitat	sept	250 726	277 786	10,8%	
Entreprises	sept	364 064	392 898	7,9%	
dont crédits d'exploitation	sept	76 084	71 208	-6,4%	
dont crédits d'investissement	sept	201 075	213 291	6,1%	
dont crédits à la construction	sept	79 611	99 471	24,9%	
Collectivités locales	sept	35 134	44 359	26,3%	
dont d'investissement	sept	31 420	40 431	28,7%	
Autres agents de CCB non ventilés	sept	9 985	10 830	8,5%	
créances douteuses brutes	sept	14 599	15 532	6,4%	
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	1,9%	-0,06 pt	
ensemble des actifs financiers	sept	527 346	595 991	13,0%	
Ménages	sept	297 045	314 904	6,0%	
Sociétés	sept	158 490	195 259	23,2%	
Autres agents	sept	71 812	85 829	19,5%	
dont assurances-vie	sept	81 162	85 935	5,9%	

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Un record pour le tourisme fidjien

C'est un record pour le secteur touristique fidjien qui pour la première fois a atteint et dépassé la barre des 600 000 visiteurs au terme de l'année 2010. Les dernières statistiques affichent un total de près de 620 000 touristes en 2010 contre 542 186 en 2009. Selon le ministre du tourisme fidjien, les statistiques prouvent que les fidjiens ont la capacité d'atteindre leurs objectifs malgré les événements de crise et de putsch auxquels ils ont du faire face. Au mois d'août, le nombre de visiteurs a frôlé la barre des 60 000, encore un record selon le ministre du tourisme. Fidji compte bien soutenir ce qui est désormais le secteur phare de son économie en s'ouvrant sur les marchés émergents (Chine et Inde) et en développant de nouvelles infrastructures telles que les promenades sous-marines. Cette année, les fidjiens comptent sur la coupe du monde du rugby en Nouvelle Zélande pour attirer des touristes supplémentaires. A long terme, Fidji se fixe un nouveau défi : franchir le cap du million de visiteurs par an d'ici cinq ans.

Partenariat entre l'UE, Fidji et la Papouasie Nouvelle Guinée

Le mois dernier, un accord de partenariat économique (APE) a été adopté en séance plénière par le Parlement européen. Ce partenariat engage l'Union Européenne (UE) et les deux plus grandes économies du Pacifique insulaire : Fidji et la Papouasie Nouvelle Guinée. Les exportations en quantités significatives de ces deux pays vers l'UE ont motivé le choix des eurodéputés, notamment en ce qui concerne le sucre fidjien et le précieux thon du Pacifique en provenance de ces deux pays. Selon l'UE, ces APE sont des accords compatibles avec les règles de l'OMC, qui visent à favoriser l'intégration régionale et l'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale, de manière à encourager le développement durable de l'économie et de la société dans ces pays et à contribuer à l'ensemble des efforts accomplis pour y éradiquer la pauvreté.

3 – Brèves locales

Reprise du crédit à la consommation

Selon les chiffres transmis au 31/12/2010 par les établissements de crédit intervenant à Wallis-et-Futuna, la distribution des crédits de trésorerie connaît une bonne reprise au cours du dernier trimestre de l'année, avec une hausse de 5,6 %, pour s'établir à 892 millions de F CFP. En glissement annuel, le tassement de l'encours observé sur ce type de concours ralentit, avec une baisse annuelle de 5,2 % enregistrée à décembre 2010 contre 15,4 % en septembre. Les nouveaux concours accordés ont été affectés à l'achat de véhicules, mais aussi, en l'absence de concours dédié à l'habitat, à l'achat de matériaux de construction, particulièrement pour les sinistrés de Futuna. S'ajoutent à cela des besoins de trésorerie des ménages à caractère davantage saisonnier, pour le financement des communités ou des départs en vacances.

Observatoire des prix

L'Observatoire des prix, officiellement créé en juin 2009, s'est réuni pour la seconde fois le 3 février dernier dans le but de commenter la structure et les évolutions des prix en 2010. Il ressort de l'étude réalisée en 2010 par le Service Administration Economique et Développement (AED) que le prix d'achat au fournisseur, le fret, les frais accessoires (frais de transit, de débarquement, de transport local) et les taxes locales constituent 60 % du prix moyen des 8 produits alimentaires de grande consommation observés. En conclusion, le Comité de l'Observatoire a suggéré quelques orientations économiques, notamment la mise en œuvre de mesures incitatives visant à développer la production locale.

Assemblée générale du COWF des mini jeux de 2013

Mardi 8 février s'est tenue au *fale* de la République à Havelu une Assemblée Générale du Comité Organisateur des mini jeux de 2013. L'ordre du jour de cette réunion, rassemblant toutes les autorités du Territoire, était de dresser le bilan des activités et le rapport financier de 2010. Le budget prévisionnel de fonctionnement attribué pour organiser les manifestations des mini jeux et accueillir les 1 300 participants s'élève à 435 millions de F CFP.

Nomination au Service des Travaux Publics

Après avoir dirigé le Service des routes du Conseil Général de la Réunion, M Thierry JAMET a pris les fonctions de Chef de Service des Travaux Publics le 16 janvier dernier. Il succède ainsi à M Marc RAYNAL. Le Service des Travaux Publics de Wallis-et-Futuna a pour mission d'entretenir et de construire les infrastructures publiques : routes et bâtiments, réseaux d'eau potable et d'électricité, ports de Wallis et de Futuna ainsi que l'infrastructure aéroportuaire de Futuna. Il assure aussi l'exploitation et la distribution de l'eau à Futuna. Fort de 100 agents permanents (dont 71 à Wallis) et de 5 fonctionnaires détachés du MEEDDM (Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer), le Service des Travaux Publics constitue le service technique le plus important du Territoire.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4eT 2010	105,2	-	3,2%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-10	2 007	-	-1,0%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	janv-11	387	-31,6%	-16,6%
	cumulées	janv-11	387	-	-16,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-11	72	-39,6%	-17,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	janv-11	72	-	-17,5%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	janv-11	39	-	-6,8%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4eT 2010	5 096	-	1,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	685	-1,0%	5,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	185	10,0%	10,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-11	3 124	4,8%	19,4%
	cumulé	janv-11	3 124	-	19,4%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-11	1 045	-26,3%	10,9%
	cumulé	janv-11	1 045	-	10,9%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	janv-11	5	25,0%	25,0%
	cumulées	janv-11	5	-	25,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		janv-11	7	-50,0%	-22,2%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	2 001	1 989	2 164	8,8%	8,1%
Dépôts à vue	3 416	3 337	3 580	7,3%	4,8%
Total M1	5 417	5 326	5 744	7,8%	6%
M2-M1	611	571	568	-0,5%	-7,0%
Total M3	6 692	6 014	6 828	13,54%	2,0%

Concours à caractère bancaire

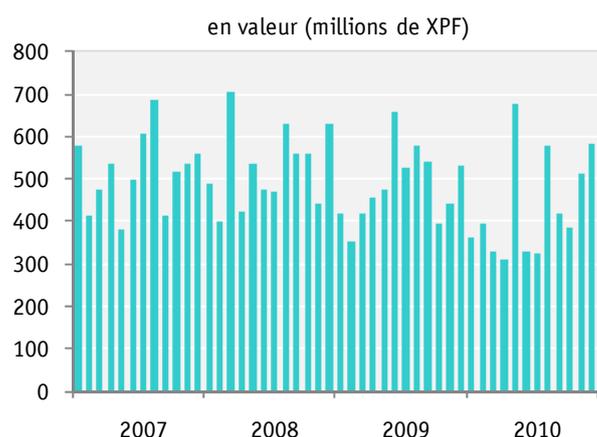
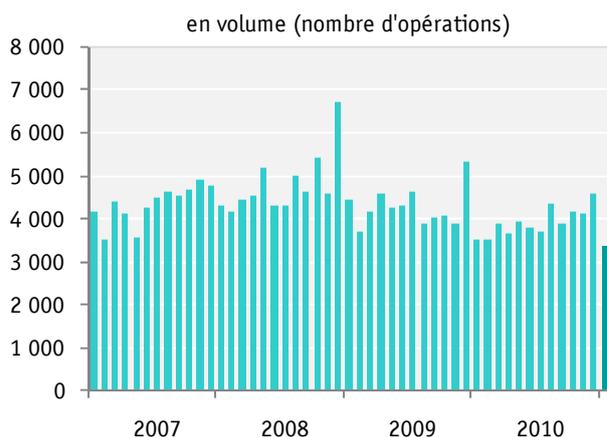
Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés.

en millions de F CFP	déc-09	déc-10	▲/an n
Crédits de trésorerie	925	872	-5,7%
Crédits à l'équipement	1 432	1 247	-12,9%
Crédits à l'habitat	521	363	-30,5%
Autres crédits	290	263	-9,2%
Sous total	3 168	2 745	-13,4%
Créances douteuses brutes	754	792	5,2%
Total	3 921	3 537	-9,8%

Compensation

Diminution sur le mois des opérations de compensation

	janv-10	déc-10	janv-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 506	4 576	3 361	3 361	-26,6%	-4,1%
Compensation (en millions de CFP)	361	582	452	452	-22,3%	25,2%



Incidents bancaires

Hausse des incidents de paiement par chèque tant sur le mois que sur l'année

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	55	70	76	76	8,6%	38,2%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	447	421	406	-3,6%	-9,2%
- dont personnes physiques	436	409	395	-3,4%	-9,4%
- dont personnes morales	11	12	11	-8,3%	0,0%

Cotation

Stagnation du nombre de cotations sur le mois

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	38	38	0,0%	-20,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	13	13	0,0%	-7,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	2011	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	déc	102	105	-	103,2%
Entreprises					
nombre d'entreprises	sept	700	625	-	-10,7%
créations	sept	13	11	-	-15,4%
fermetures	sept	5	75	-	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	13	11	11	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janv	27	83	33	-60,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janv	2	2	2	-12,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	3	3	4	33,3%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	2 027	2 007	-	-1,0%
dont secteur privé	juin	796	827	-	3,9%
dont secteur public	juin	1 231	1 180	-	-4,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472	486	-	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	426	436	395	-9,4%
décision retrait cartes bancaires	janv	4	0	0	-
incidents paiements sur chèques	janv	125	55	76	38,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janv	77	105	109	3,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janv	19	43	64	47,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janv	28,6	17,0	18,0	6,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	11	6	3	-50,0%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	janv	246	464	387	-16,6%
exportations	janv	-	-	-	-
recettes douanières	janv	68	129	112	-13,4%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	janv	37	87	72	-17,5%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	janv	30	41	39	-6,8%
Indicateurs financiers					
Dépôts à vue	déc	38 260	35 311	-	-7,7%
M1	déc	61 381	58 973	-	-3,9%
M2	déc	68 220	65 479	-	-4,0%
Dépôts à terme	déc	9 088	6 806	-	-25,1%
M3	déc	77 308	72 285	-	-6,5%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	déc	1 467	1 255	-	-14,4%
dont crédits à la consommation	déc	941	893	-	-5,2%
dont crédits à l'habitat	déc	521	363	-	-30,5%
Entreprises	déc	1 241	1 092	-	-12,0%
dont crédits d'exploitation	déc	154	103	-	-32,8%
dont crédits d'investissement	déc	1 070	943	-	-11,9%
dont crédits à la construction	déc	0	0	-	0,0%
Collectivités locales	déc	361	304	-	-16,0%
Autres agents et CCB non ventilés	déc	124	94	-	-24,3%
créances douteuses brutes	déc	112	777	-	596,5%
taux de créances douteuses	déc	18	22	-	+ 4 pt
ensemble des actifs financiers*					
Ménages	déc	2 664	2 856	-	7,2%
Sociétés	déc	2 346	1 678	-	-28,5%
Autres agents	déc	3 939	4 034	-	2,4%
dont assurances-vie	déc	775	921	-	18,8%

*Chiffres provisoires

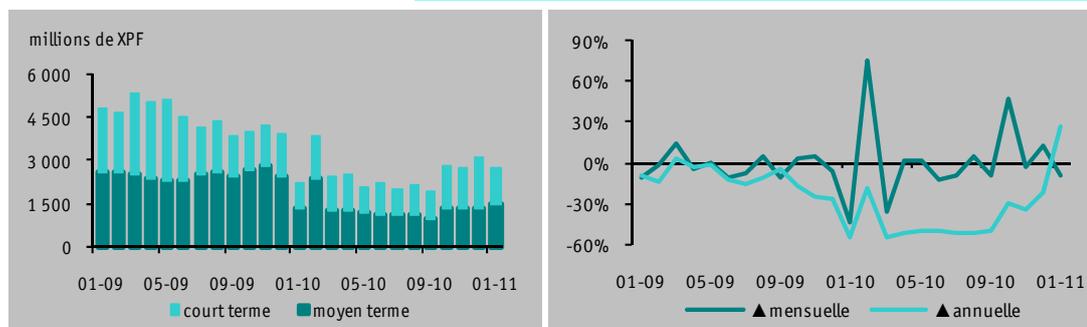
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Contraction du refinancement sur le mois de janvier, mais forte progression annuelle

en millions de F CFP	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	904	1 706	1 458	-14,6%	61,3%
Utilisations à moyen terme	1 264	1 331	1 282	-3,7%	1,4%
Refinancement total	2 168	3 037	2 739	-9,8%	26,4%



Cotation

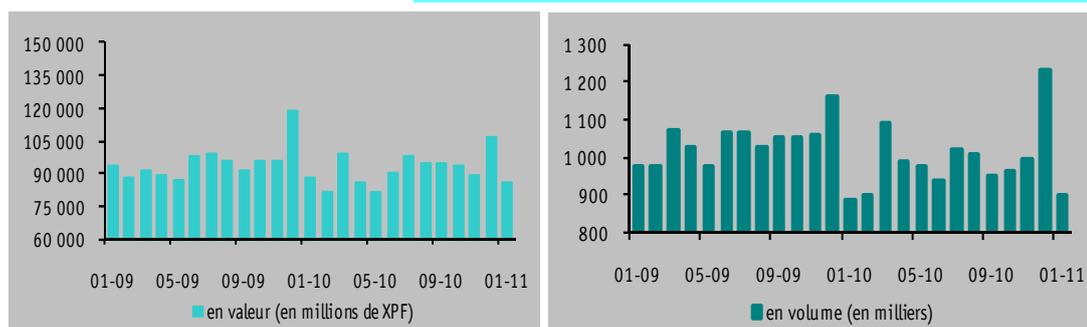
Hausse sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	5 097	6 367	6 631	4,1%	30,1%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 418	1 228	1 235	0,6%	-12,9%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 484	1 452	1 469	1,2%	-1,0%

Compensation

Progression en volume, mais recul en valeur des échanges

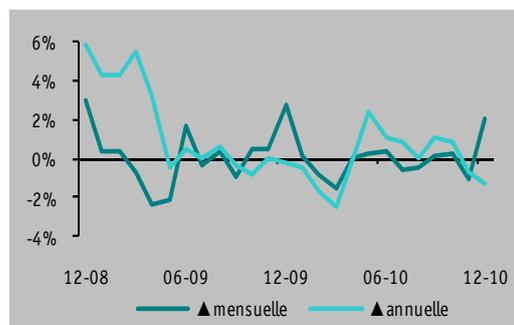
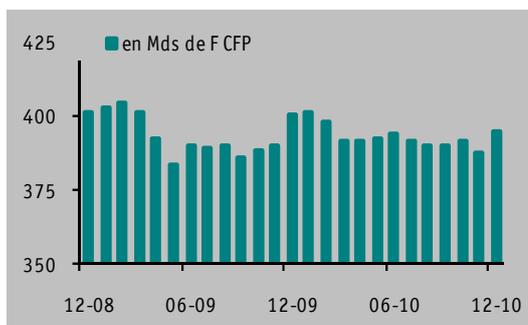
	déc-10	janv-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	1 232 501	896 151	-27,3%	896 151	1,2%
Montant (millions de F CFP)	106 778	85 448	-20,0%	85 448	-3,3%



Masse monétaire

En progression sur le mois, M3 se replie sur l'année

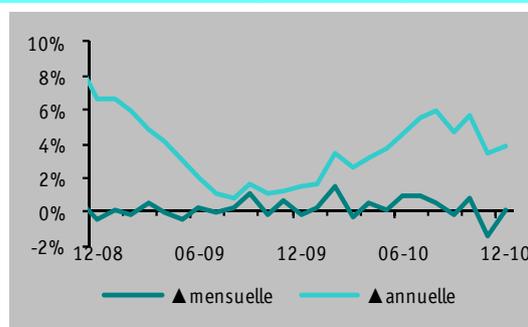
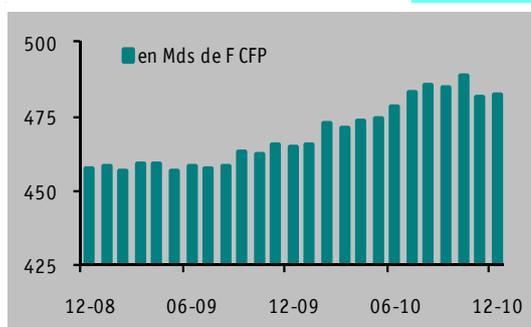
en millions de F CFP	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 852	13 903	14 812	6,5%	-0,3%
Dépôts à vue	159 384	153 461	149 551	-2,5%	-6,2%
Comptes sur livrets	109 785	107 784	117 543	9,1%	7,1%
Comptes d'épargne logement	215	224	230	2,7%	6,9%
Dépôts à terme	108 024	107 416	108 622	1,1%	0,6%
Autres	7 722	4 085	4 058	-0,6%	-47,4%
Total M3	399 982	386 873	394 816	2,1%	-1,3%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global des crédits bancaires en décembre

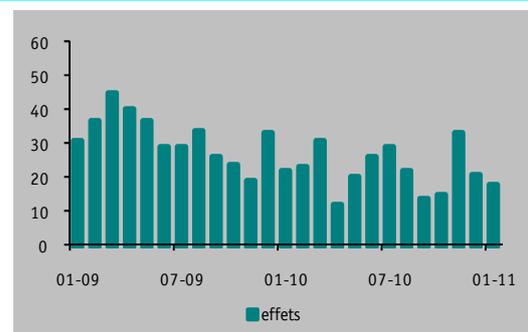
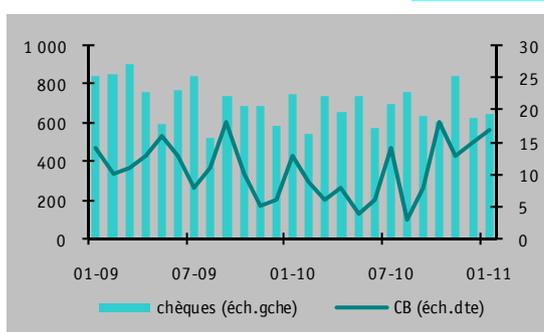
en millions de F CFP	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	135 124	135 694	137 044	1,0%	1,4%
Crédits d'équipement	65 975	62 515	60 300	-3,5%	-8,6%
Crédits à l'habitat	155 158	154 767	156 369	1,0%	0,8%
Autres crédits	70 924	76 393	75 902	-0,6%	7,0%
Créances dout. brutes	37 005	51 944	52 325	0,7%	41,4%
Total CCB	464 186	481 313	481 941	0,1%	3,8%



Incidents de paiement

Progression du nombre d'incidents de paiement sur le mois

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	784	662	681	2,9%	-13,1%
- sur chèques	749	626	646	3,2%	-13,8%
- sur effets	22	21	18	-14,3%	-18,2%
- retraits de cartes bancaires	13	15	17	13,3%	30,8%



Interdits bancaires

Diminution du nombre de personnes frappées d'une interdiction bancaire en janvier

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 847	3 725	3 687	-1,0%	-4,2%
- dont personnes physiques	3 414	3 295	3 264	-0,9%	-4,4%
- dont personnes morales	433	430	423	-1,6%	-2,3%

3 – Brèves économiques locales

Prix administrés

Statu quo sur le prix des hydrocarbures depuis le début de l'année

En date du 17 janvier 2011, le Conseil des ministres a décidé de ne pas augmenter les prix des hydrocarbures au 1^{er} février 2011. Néanmoins, compte tenu du déficit du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH), qui dépassait 300 millions de F CFP au 31 décembre 2010, et de la tendance haussière des cours internationaux du pétrole, le gouvernement n'exclut pas une prochaine revalorisation.

Revalorisation de la baguette de pain

Le syndicat des boulangers, déplorant un alourdissement de ses charges, avait demandé la revalorisation du prix de la baguette de pain, classée en PPN (produit de première nécessité dont le prix est fixé par le gouvernement). Suite aux négociations menées début janvier avec le gouvernement, une augmentation du prix de la baguette de 2 F CFP, soit de 51 à 53 F CFP, a été actée en Conseil des ministres du 26 janvier dernier.

Il a par ailleurs été décidé que le Service des affaires économiques et le syndicat des boulangers mèneraient une étude commune sur les coûts de fabrication et de commercialisation de la baguette avant le 1^{er} mai 2011.

Agriculture

Elaboration d'un projet de politique agricole sur dix ans

En janvier 2011, le ministre de l'agriculture polynésien a énoncé les lignes directrices d'une politique décennale pour l'agriculture (2011-2020). Elles reposent sur quatre grands axes :

- améliorer la couverture des besoins alimentaires de la population en augmentant la production locale ;
- améliorer la sécurité sanitaire des productions agricoles, notamment en promouvant l'agriculture biologique ;
- assurer une offre alimentaire équitable, avec un niveau de prix agricole permettant de garantir à la fois le revenu des producteurs et une évolution de l'indice des prix agricoles en ligne avec l'indice moyen des prix à la consommation ;
- réformer les services publics en charge de l'agriculture (réorganisation du Service du développement rural, réformer la chambre d'agriculture et de pêche lagonaire...).

Création d'un comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole

A l'initiative du ministre de l'agriculture, qui s'inspire du Comité d'orientation stratégique du tourisme (COST), le gouvernement local a décidé la création d'un Comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole (COEPA). Force de proposition et de conseil, ce dernier aura pour tâche de formuler recommandations et avis en matière de politique agricole. Il sera composé de représentants du secteur public et de la profession ainsi que d'une personne issue de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole de Polynésie française.

Présence polynésienne au Salon de l'agriculture à Paris

La Polynésie française sera représentée au Salon de l'agriculture de Paris qui se tient du 19 au 27 février 2011. Ce déplacement permet d'assurer la promotion des produits locaux, notamment la vanille de Tahiti et de renforcer les contacts avec le ministère de l'agriculture métropolitain, qui souhaite élaborer une politique de l'alimentation en coopération avec les ministères de la santé, des sports et de l'environnement.

Perliculture

Changement de statut pour la Maison de la perle

Le ministre en charge des ressources maritimes a présenté au Conseil des ministres du 26 janvier 2011 un projet d'aménagement de l'arrêté n°1440CM du 1^{er} septembre 2009 portant sur le statut de la Maison de la perle. Il propose notamment :

- une redéfinition des missions de la Maison de la perle : celle-ci devrait se voir retirer l'avitaillement et le contrôle de la production pour récupérer la valorisation et l'expertise ;
- une réduction du nombre d'administrateurs à 16 contre 20 actuellement ;
- un allongement de la durée du mandat des administrateurs professionnels de six mois à un an.

Nouvelles technologies

Rejet par le Conseil d'Etat de la loi de Pays relative à la téléphonie mobile

Le 5 octobre 2010, le parlement polynésien avait adopté une loi relative à la téléphonie mobile visant à plafonner la participation des sociétés étrangères au capital d'entreprises locales à 35 %, en dépit de l'avis défavorable du Conseil économique social et culturel (CESC) et du Haut conseil de la Polynésie française.

Saisi par la société Digicel, détentrice d'une licence de téléphonie mobile, et du Haut-commissariat, le Conseil d'Etat a invalidé, début février 2011, cette disposition qu'il considère comme discriminatoire. Se fondant sur l'article 45 de sa décision n° 2001/822/CE du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer, il estime en effet qu'une restriction fondée sur un motif de nationalité entache de nullité l'acte législatif en cause. En outre, le Conseil d'Etat condamne la Polynésie française à indemniser Digicel à hauteur de 358 000 F CFP.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat, contrairement au jugement du tribunal administratif en première instance, a décidé l'annulation de l'arrêté autorisant Digicel à utiliser les fréquences radioélectriques. Pour éviter de perdre sa licence d'opérateurs, la société doit donc constituer un nouveau dossier.

Développement d'Internet

Quelques mois après la mise en service du câble sous-marin vers Hawaii, Mana, fournisseur d'accès Internet (FAI) en Polynésie française, dresse un premier bilan. Alors que les autorités américaines ont accordé en décembre 2010 la licence définitive d'exploitation du câble, Mana estime que l'amélioration du débit et la simplification des formules d'abonnement ont eu un impact favorable. En effet, le FAI comptait 32 500 abonnés fin 2010, soit 1 600 abonnés de plus que l'année précédente.

Par ailleurs, en février 2011, à l'occasion du Festival du film océanien (FIFO), qui s'est déroulé à Papeete, Mana a annoncé le lancement de la « Manabox ». Cette station permettra de regrouper Internet et téléphonie, voire dans un second temps, la télévision, à l'instar des offres disponibles au niveau national.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : vigueur de la croissance remise en cause par les conditions climatiques

Statu quo de la Reserve Bank of Australia

La RBA a décidé, le 1^{er} février 2011, de ne pas modifier son principal taux directeur, le cash rate, fixé à 4,75 % depuis novembre dernier. Elle relève que le marché de l'emploi a particulièrement progressé en 2010, le taux de chômage étant passé de 5,4 % en octobre 2010 à 5 % en décembre, taux qui correspondrait au niveau de plein emploi. Mais elle observe par ailleurs que l'inflation reste dans les limites fixées à moyen terme (2-3 %) : au quatrième trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation affichait une hausse de 2,7 % en glissement annuel, en deçà des prévisions des économistes (3 %). Elle n'exclut cependant pas la persistance de pressions inflationnistes à court terme, en raison des intempéries qui ont endommagé l'appareil productif dans le Queensland.

Financement de la reconstruction après les intempéries de fin 2010

Fin janvier 2011, le gouvernement australien a estimé l'impact des inondations sur le budget fédéral à 5,6 milliards de dollars australiens (4,2 milliards d'euros). Pour financer les dépenses de reconstruction, il souhaite lever une taxe exceptionnelle de 0,5 % sur les revenus annuels supérieurs à 50 000 dollars australiens, en exceptant les ménages sinistrés. Le gouvernement prévoit également des coupes budgétaires pour l'exercice 2011/2012, notamment par le biais de réductions sur des programmes environnementaux et de reports sur des projets d'infrastructures.

Il envisage en outre la mise en place de mesures pour favoriser l'emploi dans les régions sinistrées (incitations financières aux chômeurs, accélération des procédures d'immigration temporaire pour les travailleurs qualifiés...).

Début février, un cyclone très destructeur

Début février, le Queensland, déjà touché par des inondations record, a été dévasté par le cyclone Yasi, le plus puissant de l'histoire de l'Australie. Les premières estimations des dégâts se montent à 800 millions de dollars australiens (600 millions d'euros) et concernent la production de bananes et de cannes à sucre dont les plantations auraient été détruites à respectivement 85 % et 20 %.

La situation de l'Australie, troisième exportateur mondial de sucre (85 % de la production australienne est exportée vers l'Asie), a provoqué une hausse du cours du sucre qui a atteint 36 cents la livre sur le marché de Londres, son plus haut niveau depuis trente ans.

Tourisme en hausse à Fidji en 2010

Fidji a dépassé son objectif de 600 000 visiteurs en 2010

Avec 619 780 visiteurs étrangers accueillis en 2010 contre 542 186 en 2009, soit +14 % en glissement annuel, Fidji a dépassé l'objectif de 600 000 fixé par les autorités locales en 2008. D'ici 2016, l'archipel espère attirer 1 million de personnes. Pour l'année 2011, Fidji escompte tirer parti de la coupe du monde de rugby qui doit se dérouler chez son voisin néo-zélandais.

Une politique du tourisme active

La stratégie touristique de Fidji repose sur le ciblage des marchés à fort potentiel. A ses clients historiques, Australiens et Néo-zélandais, s'ajoutent la clientèle d'Asie (Corée du sud, Chine, Inde) et du Pacifique (îles Cook). Elle se déploie selon trois axes :

- une promotion dynamique : elle repose en partie sur une implication forte du ministre du tourisme dans la prospection de nouveaux marchés et dans la promotion de façon plus générale, ce qui implique de fréquents déplacements. Ainsi, fin janvier 2011, ce dernier profite de son voyage en Inde pour passer en Chine (Shanghai, Hong Kong) ;
- un renforcement des lignes aériennes : une liaison directe Nadi-Hong Kong est en place depuis fin 2009 et une ligne Nadi-Rarotonga doit être en ouverte en février 2011, un accord de code share ayant été conclu entre Air Pacific, la compagnie aérienne fidjienne, et le gouvernement des îles Cook.
- une diversification des produits touristiques : dernièrement, un parc aquatique a été inauguré sur l'île principale (Vita Levu).

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc.10	102,6	103,6	104,4	0,7%	1,7%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	nov.10	122,8	119,9	119,9	0,0%	-2,4%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	déc.10	1 312	1 199	1 038	-13,4%	-20,8%
Importations (en M F CFP)	déc.10	12 849	13 259	14 035	5,9%	9,2%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc.10	1 917	2 300	2 154	-6,3%	12,4%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc.10	147	124	173	39,5%	17,7%
Camions	déc.10	8	6	11	83,3%	37,5%
Camionnettes	déc.10	139	118	162	37,3%	16,5%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	jan.11	433	430	423	-1,6%	-2,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc.10	1 934	2 393	2 160	-9,7%	11,7%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc.10	2 740	3 123	2 984	-4,5%	8,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	déc.10	318	276	349	26,4%	9,7%
Personnes physiques en interdiction bancaire	jan.11	3 414	3 295	3 264	-0,9%	-4,4%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc.10	940	754	534	-29,2%	-43,2%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc.10	48	60	73	20,9%	52,0%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	déc.10	168	131	76	-42,2%	-55,0%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc.10	266	149	141	-5,2%	-47,0%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc.10	23	33	28	-15,6%	20,9%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc.10	75	63	25	-61,2%	-67,1%
Tourisme						
Trafic aérien (nb)	déc.10	42 711	41 373	45 006	8,8%	5,4%
Nombre de touristes	oct.10	15 972	15 160	16 092	6,1%	0,8%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	jan.11	34,7%	49,9%	45,3%	-4,6pts	+ 10,6pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M F CFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	déc.10	57 783	56 988	57 347	0,6%	-0,8%
Comptes sur livret	déc.10	102 808	101 607	103 453	1,8%	0,6%
Dépôts à terme	déc.10	56 478	52 544	54 228	3,2%	-4,0%
Entreprises						
Dépôts à vue	déc.10	78 450	81 612	82 795	1,4%	5,5%
Dépôts à terme	déc.10	36 961	38 022	39 939	5,0%	8,1%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	déc.10	90 258	81 646	85 321	4,5%	-5,5%
Crédits à l'habitat	déc.10	130 406	132 160	132 883	0,5%	1,9%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	déc.10	43 408	52 286	49 960	-4,4%	15,1%
Crédits d'équipement	déc.10	56 112	53 246	51 217	-3,8%	-8,7%
Créances douteuses						
Créances douteuses brutes	déc.10	38 521	51 940	52 532	1,1%	36,4%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/01/2011	31/12/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	1,3130%	0,8170%	+ 0,496 pt	0,4100%	+ 0,903 pt
EURIBOR 1 mois	0,8950%	0,7820%	+ 0,113 pt	0,4530%	+ 0,442 pt
EURIBOR 3 mois	1,0740%	1,0060%	+ 0,068 pt	0,7000%	+ 0,374 pt
EURIBOR 6 mois	1,3190%	1,2270%	+ 0,092 pt	0,9940%	+ 0,325 pt
EURIBOR 12 mois	1,6440%	1,5070%	+ 0,137 pt	1,2480%	+ 0,396 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2011	0,38%	03/02/2011
année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/01/2011	31/12/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,6672%	0,4902%	+ 0,823 pt	0,3476%	+ 0,965 pt
EURIBOR 1 mois	0,7940%	0,8110%	- 0,017 pt	0,4790%	+ 0,315 pt
EURIBOR 3 mois	1,0180%	1,0220%	- 0,004 pt	0,7120%	+ 0,306 pt
EURIBOR 6 mois	1,2540%	1,2510%	+ 0,003 pt	0,9950%	+ 0,259 pt
EURIBOR 12 mois	1,5500%	1,5260%	+ 0,024 pt	1,2420%	+ 0,308 pt
TMO	3,7000%	3,5900%	+ 0,110 pt	3,7400%	- 0,040 pt
TME	3,5000%	3,3900%	+ 0,110 pt	3,5400%	- 0,040 pt
TRBOSP	3,7800%	3,6500%	+ 0,130 pt	3,7600%	+ 0,020 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,230%	0,145%	0,125%	0,080%	0,430%	0,480%	0,490%	0,465%
3 mois	0,455%	0,476%	0,375%	0,330%	0,110%	0,305%	0,830%	0,820%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,400%	3,310%	3,840%	1,230%	1,120%	nd	3,650%	3,400%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR = 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,1544	1 NZD/XPF	67,1799	1 HKD/XPF	11,1774	1 GBP/XPF	138,6128	
100 JPY/XPF	106,0821	1 AUD/XPF	86,7047	1 SGD/XPF	68,0573	100 VUV/XPF	91,6766	1 FJD/XPF	48,1526

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : février 2011 – Achievé d'imprimer le 9 février 2011 – N°ISSN 1955-8376

